



Traduction Française in extenso du discours prononcé par Sa Majesté l'Empereur
Haile Selassie Ier devant l'Assemblée générale des Nations unies,
à New York City, le 6 octobre 1963.

« Monsieur le Président, chers délégués,

Il y a vingt-sept ans, en tant qu'Empereur d'Éthiopie, je suis monté à la tribune de Genève en Suisse pour m'adresser à la Société des Nations et lui demander de mettre fin à la destruction qu'infligeait à ma nation sans défense l'envahisseur fasciste. C'était à l'époque tout autant un appel à la conscience mondiale qu'un plaidoyer en sa faveur. A l'époque mes paroles n'ont pas été entendues, mais l'histoire est là pour témoigner combien était justifié l'avertissement que je lançais en 1936.

Aujourd'hui, je me retrouve devant l'Organisation mondiale des Nations Unies qui a su se débarrasser des oripeaux dont s'affublait la précédente organisation discréditée. Sous sa forme nouvelle se trouve inscrit le principe de sécurité collective que j'invoquais vainement à Genève. Ici, dans cette assemblée, réside le meilleur espoir - peut-être le dernier - en une survivance pacifique de l'humanité. Je déclarais en 1936 que ce n'était pas le Pacte de la Société des Nations qui était en cause, mais bien la moralité internationale. Les engagements, disais-je alors, ne valent pas grand chose quand manque la volonté de les tenir. La Charte de l'Organisation des Nations Unies exprime les plus nobles aspirations de l'homme : la renonciation à la force pour régler les dissensions entre États ; le respect pour tous des droits et des libertés fondamentaux de l'homme, sans distinction de race, de sexe, de langue ni de religion ; la sauvegarde de la paix et de la sécurité internationales. Mais tout cela, comme l'étaient les termes du Pacte, ne sont que des mots : leur valeur dépend entièrement de notre volonté de les observer, les respecter et de leur donner contenu et sens. Préserver la paix et garantir les droits et les libertés fondamentaux de l'homme demande du courage et une vigilance permanente : avoir le courage de parler et d'agir - et si nécessaire, de souffrir et mourir - pour la vérité et la justice ; une vigilance permanente pour que ne reste pas inaperçue et sans remède la moindre atteinte à la moralité internationale. Ces leçons doivent être réappries à nouveau par chaque génération successive, et bienheureuse la génération qui peut apprendre des autres plutôt que d'une expérience personnelle amère. Cette Organisation et chacun de ses membres portent une responsabilité écrasante et terrifiante : celle d'assimiler la sagesse qu'enseigne l'histoire et de l'appliquer aux problèmes du présent, afin que les générations futures puissent naître, vivre et mourir en paix. Le bilan de ce que l'ONU a réalisé dans les courtes années de son existence offre une base solide, encourageante et pleine d'espoir pour le futur. L'ONU a osé agir là où la Société des Nations n'avait pas osé le faire en Palestine, en Corée, à Suez, au Congo. Il n'est personne aujourd'hui parmi nous qui ne compte sur les réactions de cette institution lorsque les motifs et les actes sont en question. L'avis de cette Organisation exerce aujourd'hui une influence certaine sur les décisions de ses membres. Le coup de projecteur en direction de l'opinion mondiale braqué par l'ONU sur les transgressions commises par les renégats de la société humaine a constitué jusqu'à présent une sauvegarde effective contre l'agression non réprimée et la violation sans freins des droits de

l'homme. L'ONU continue d'être ce forum auprès duquel les nations dont les intérêts divergent peuvent exposer leur cas devant l'opinion mondiale. Elle constitue toujours la valve de sécurité essentielle, sans laquelle la lente accumulation des pressions aurait depuis longtemps explosé de façon catastrophique. Ses actes et ses décisions ont hâté la libération de nombreux peuples dans les continents d'Afrique et d'Asie. Ses efforts ont contribué à améliorer le niveau de vie des peuples aux quatre coins du monde. De cela, tous les hommes doivent être reconnaissants. Vus d'aujourd'hui, comme les souvenirs de 1936 semblent vagues et lointains ! Comme les attitudes des hommes ont changé ! Nous vivions alors dans une atmosphère de pessimisme oppressant. Aujourd'hui, l'esprit qui prévaut est un optimisme prudent mais ferme. Pourtant, chacun de nous ici sait que ce qui a été accompli ne suffit pas. Les jugements rendus par l'ONU sont et continuent d'être décevants dans la mesure où certains États membres n'ont pas tenu compte de ses injonctions et de ses recommandations. Les ressorts de l'ONU ont été affaiblis dans la mesure où certains des États membres ont failli à leurs obligations envers elle. L'autorité de l'ONU a été bafouée dans la mesure où certains États membres ont continué à poursuivre leurs propres objectifs en violation de ses injonctions. Les problèmes qui continuent à nous tourmenter contaminent tous les États membres de l'Organisation, mais l'ONU elle-même reste incapable d'imposer des solutions acceptables. En tant que source et rempart du droit international, ce que l'ONU a accompli reste encore éloigné de notre but, constituer une communauté internationale de nations. Cela ne veut pas dire que l'ONU a échoué. J'ai vécu trop longtemps pour nourrir beaucoup d'illusions quant à la grandeur d'âme des hommes une fois confrontés à la question du contrôle de leur sécurité, et de leurs intérêts propres. Même encore maintenant, où tout est si fragile, beaucoup de nations répugnent à remettre leur destinée en d'autres mains. Pourtant, tel est l'ultimatum qui se présente à nous : renforcer la sécurité des conditions par lesquelles les hommes remettront leur sécurité entre les mains d'une entité plus large, ou risquer l'anéantissement ; convaincre les hommes que leur seul salut réside en la subordination de leurs intérêts nationaux et locaux aux intérêts de l'humanité, ou bien mettre en péril le futur de l'homme. Tels sont les objectifs, hier inaccessibles, aujourd'hui essentiels, auxquels il nous faut travailler. Tant que cela ne sera pas réalisé, le futur de l'humanité restera hasardeux et la paix durable pure spéculation. Il n'existe aucune formule magique particulière, aucune étape simple à franchir, ni aucuns mots - qu'ils soient inscrits dans la Charte de l'ONU, ou dans un traité entre états - qui puissent nous donner automatiquement la garantie que nous recherchons. La paix est un problème à résoudre au jour le jour, le produit d'une multitude d'événements et de jugements. La paix n'est pas un "état", elle est un "devenir". Nous ne pouvons pas échapper à la terrifiante probabilité d'une catastrophe due à des erreurs de pronostic, mais nous pouvons prendre les bonnes décisions sur une foule de problèmes particuliers que pose chaque jour nouveau, et contribuer ainsi, et peut-être de la seule façon raisonnable en 1963, à la préservation de la paix. C'est en cela que l'ONU nous a rendu service, pas parfaitement, mais bien. En même temps que nous consolidons les formes qui permettront à l'Organisation de mieux nous servir, nous servons et rendons plus proches nos objectifs les plus précieux. J'aimerais mentionner aujourd'hui brièvement deux cas particuliers qui nous concernent tous, nous humains : le désarmement et l'établissement d'une vraie égalité entre les hommes. Le désarmement est devenu l'urgence de notre époque. Je ne veux pas dire par là que je croie que l'absence d'armes équivaille à la paix, ni que mettre fin à l'armement nucléaire garantisse automatiquement la paix, ni que l'élimination des têtes nucléaires des arsenaux du monde amènera dans son sillage le changement d'attitude qui est le préalable indispensable au règlement pacifique des querelles entre nations. Si le désarmement est vital aujourd'hui, c'est tout simplement à cause des immenses capacités destructrices dont disposent actuellement les hommes. L'Éthiopie soutient le Traité interdisant les essais nucléaires dans l'atmosphère en tant qu'étape vers ce but, même si ce n'est qu'une étape partielle. Les nations peuvent toujours mettre au point des armes de destruction massive avec des essais souterrains, il n'y a aucune garantie contre la reprise

soudaine et sans préavis des tests atmosphériques. La vraie portée du Traité est de mettre en place un gel tacite entre les nations qui l'ont négocié, un gel qui prend acte de cette réalité brutale à laquelle on ne peut se soustraire : personne n'échapperait à la destruction totale qui serait notre sort commun en cas de guerre nucléaire, un gel qui nous offre à nous et aux Nations unies un espace de respiration dans lequel agir. Telle est l'opportunité qui s'offre à nous et le défi qui nous est lancé. Si les puissances nucléaires sont prêtes à déclarer une trêve, profitons-en pour renforcer les institutions et les procédures qui offriront le moyen de régler les conflits entre les hommes. Il y aura toujours de nouveaux conflits entre les nations. Le problème qui se pose en réalité est de savoir s'ils doivent être résolus par la force, ou bien par le recours à des procédures et des méthodes pacifiques, appliquées par des institutions impartiales. L'ONU est elle-même la plus grande de ces institutions, ce sont des Nations unies plus puissantes que nous recherchons, et c'est là que nous trouverons l'assurance d'un futur pacifique. Si un désarmement réel et effectif était atteint, et que les fonds actuellement dépensés pour l'armement étaient consacrés à l'amélioration de la vie des hommes, si nous nous consacrons exclusivement aux usages pacifiques du savoir nucléaire, combien profondément et rapidement nous pourrions transformer les conditions de l'humanité ! Ce devrait être notre objectif. Pour ce qui est de l'égalité entre les hommes, là aussi il y a un défi et une opportunité à saisir ; le défi est d'insuffler une vie nouvelle aux idéaux déjà inscrits dans la Charte, l'opportunité est de rapprocher les hommes de la liberté et de la vraie égalité, et par conséquent de l'amour de la paix. L'égalité entre les hommes que nous visons est à l'opposé de l'exploitation d'un peuple par un autre, dont les pages de l'histoire, et en particulier celles écrites sur les continents d'Afrique et d'Asie, nous parlent si abondamment. L'exploitation ainsi considérée présente plusieurs aspects, mais quelque soit la forme qu'il prenne, ce fléau doit être évité là où il n'existe pas et éradiqué là où il existe. L'ONU a pour devoir sacré de garantir que le rêve d'égalité finisse par être réalisé pour tous les hommes auxquels il est encore dénié, et de garantir que l'exploitation ne renaisse pas sous de nouvelles formes là où elle a déjà été abolie. Qu'une Afrique libre ait émergé dans la décade passée a été un coup de plus porté à l'exploitation, là où elle existe encore. Et par une interaction si fréquente dans l'histoire, cela a en retour stimulé et encouragé les peuples laissés dans la dépendance à renouveler leurs efforts pour secouer le joug qui les a opprimés et pour revendiquer comme droit de naissance les deux idéaux jumeaux de liberté et d'égalité. Ce seul combat est un combat pour établir la paix, et tant que la victoire ne sera pas assurée, la fraternité et la compréhension entre les peuples qui seules nourrissent et donnent vie à la paix, ne pourront être que partielles et incomplètes.

Aux États-Unis d'Amérique, l'administration du Président Kennedy mène une lutte vigoureuse pour éradiquer les derniers vestiges de la discrimination raciale de son pays. Nous savons que ce combat sera gagné et que le droit triomphera. En ces temps d'épreuves, de tels efforts doivent être encouragés et soutenus, et nous devrions accorder aujourd'hui notre sympathie et notre soutien au gouvernement américain. En mai dernier, à Addis-Abeba, fût convenu une rencontre entre chefs d'Etat et de gouvernement africains. En trois jours, les trente-deux nations représentées à cette Conférence ont démontré au monde que, lorsque le désir et la détermination existent, les nations et les peuples venus d'horizons différents peuvent et pourront travailler ensemble en harmonie, à la réalisation d'objectifs communs et à la garantie de l'égalité et de la fraternité que nous désirons. Bien que nos positions vis-à-vis des deux blocs soient considérées comme neutres, notre histoire atteste du fait que nous nous sommes toujours efforcés de coopérer avec toutes les nations sans exception. Ainsi, un des principes fondamentaux sur lequel nous nous sommes mis d'accord au Sommet d'Addis-Abeba est notre désir fondamental de vivre en harmonie et en coopération avec tous les États. À propos de la discrimination raciale, la conférence d'Addis-Abeba a enseigné à ceux qui veulent apprendre cette autre leçon :

Tant que la philosophie qui fait la distinction entre une race supérieure et une autre inférieure ne sera pas finalement et pour toujours discréditée et abandonnée ; tant qu'il y aura encore dans certaines nations des citoyens de première et de seconde classe ; tant que la couleur de la peau d'un homme aura plus de signification que la couleur de ses yeux ; tant que les droits fondamentaux de l'homme ne seront pas également garantis à tous sans distinction de race ; jusqu'à ce jour, le rêve d'une paix durable, d'une citoyenneté mondiale et d'une règle de moralité internationale, ne restera qu'une illusion fugitive que l'on poursuit, sans jamais l'atteindre. Et tant que les régimes ignobles et sinistres qui tiennent en esclavage nos frères en Angola, au Mozambique et en Afrique du Sud n'auront pas été renversés et détruits ; et tant que le fanatisme, les préjugés, la malveillance et les intérêts personnels n'auront pas été remplacés par la compréhension, la tolérance et la bonne volonté ; tant que tous les Africains ne pourront pas se lever et s'exprimer comme des êtres humains libres, égaux aux yeux de tous les hommes comme ils le sont aux yeux de Dieu ; jusqu'à ce jour, le continent africain ne connaîtra pas la paix. Nous Africains, nous battons si nécessaire, et nous savons que nous vaincrons, tant nous avons confiance en la victoire du bien sur le mal.

L'ONU a beaucoup fait, aussi bien directement qu'indirectement, pour accélérer la disparition de la discrimination et de l'oppression sur terre. Sans l'opportunité qu'elle offre de concentrer l'opinion mondiale sur l'Afrique et l'Asie, l'objectif serait resté pour beaucoup encore très lointain, et le combat aurait pris encore plus de temps. De cela, nous sommes réellement reconnaissants. Mais on peut faire plus. La base de la discrimination raciale et du colonialisme a toujours été économique, et c'est avec des armes économiques que ces fléaux ont été et peuvent être surmontés. A la suite des résolutions adoptées à la Conférence au Sommet d'Addis-Abeba, les États africains ont pris plusieurs mesures économiques, qui - si elles étaient adoptées par tous les États membres des Nations unies - transformeraient rapidement l'intransigeance en raison. Je demande aujourd'hui que chaque nation représentée ici prouve son attachement aux principes énoncés par la Charte en adhérant à ces mesures. Je ne crois pas que le Portugal ni l'Afrique du Sud soient prêts au suicide, qu'il soit physique ou économique, s'il existe à cela des alternatives honorables et raisonnables. Je crois que de telles alternatives peuvent être trouvées. Mais je sais aussi que les conseils en faveur de la modération et de la tempérance ne seront rien si l'on n'a pas trouvé de solutions pacifiques ; et ce serait là un nouveau coup infligé à cette Organisation, qui freinerait et affaiblirait toujours plus son utilité dans la lutte pour assurer la victoire de la paix et de la liberté sur les forces de la dissension et de l'oppression. Telle est maintenant l'opportunité qui se présente à nous. Nous devons agir pendant que nous le pouvons, pendant que l'occasion existe d'exercer les pressions légitimes qui sont entre nos mains, de peur que le temps ne passe et ne nous pousse à recourir à des procédés moins heureux. L'ONU possède-t-elle aujourd'hui l'autorité et la volonté d'agir ? Et si elle n'en dispose pas, sommes-nous prêts à lui conférer le pouvoir de créer et de renforcer le droit ? Ou bien la Charte n'est-elle qu'une simple collection de mots, sans contenu ni substance, parce que manque l'esprit ? Le temps qui nous reste pour poser ces questions est déjà trop court. L'histoire est remplie de pages qui nous montrent que les événements indésirables que l'on voulait éviter sont arrivés parce que les hommes ont attendu qu'il soit trop tard pour agir. Nous ne pouvons nous permettre un tel délai. Si nous voulons survivre, cette Organisation doit survivre. Pour survivre, elle doit être renforcée. Son pouvoir exécutif doit être investi d'une grande autorité. Les moyens permettant de donner plus de poids à ses décisions doivent être renforcés, et s'ils n'existent pas, inventés. Il faut établir des procédures pour protéger le petit et le faible lorsqu'il est menacé par le fort et le puissant. Toutes les nations remplissant les conditions de membres doivent être admises et autorisées à siéger à cette Assemblée. L'égalité de représentation doit être assurée dans chacun de ses organes. Toutes les possibilités qu'offre l'ONU de trouver un moyen par lequel l'affamé serait

nourri, le nu habillé, l'ignorant instruit, doivent être évaluées et exploitées car la fleur de la paix ne se nourrit pas de pouvoir ni de cupidité. Réaliser cela exige du courage et de la confiance. Le courage, je crois, nous l'avons. La confiance doit être créée, et pour créer la confiance, nous devons agir courageusement. Les grandes nations du monde feraient bien de se souvenir qu'en ces temps modernes, même leur propre destin n'est pas entièrement entre leurs mains. La paix réclame les efforts réunis de nous tous. Qui peut prévoir quelle étincelle mettrait le feu aux poudres ? Les petits et les faibles ne sont pas les seuls à devoir observer scrupuleusement leurs obligations envers l'ONU, et les uns envers les autres. Tant que les plus petites nations ne se verront pas attribuer une voix propre dans le règlement des problèmes mondiaux, tant que l'égalité que l'Afrique et l'Asie ont conquise par la lutte ne sera pas reflétée dans une participation élargie à l'institution que représente l'ONU, la confiance sera d'autant plus difficile à obtenir. Tant que les droits du dernier des hommes ne seront pas protégés avec autant de zèle que ceux du plus grand, les graines de la confiance échoueront sur un sol stérile. Le sort de chacun de nous est le même - la vie ou la mort. Nous souhaitons tous vivre. Nous souhaitons tous un monde où les hommes seraient libérés des fardeaux de l'ignorance, de la pauvreté, de la faim et de la maladie. Et nous aurons tous hâte d'échapper à la pluie mortelle des retombées nucléaires si la catastrophe s'abattait sur nous. Lorsque j'ai parlé à Genève en 1936, le fait qu'un chef d'État s'adresse à la Société des Nations était sans précédent. Je ne suis ni le premier ni ne serai le dernier chef d'État à s'adresser à l'ONU, mais moi seul me suis adressé à la fois à la Société des Nations et à l'ONU à ce titre. Les problèmes auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés sont eux aussi sans précédent. Ils n'ont pas de contrepartie dans l'expérience humaine. Les hommes recherchent dans l'histoire des solutions et des précédents mais il n'y en a pas. Ceci est donc le défi suprême. Où devons-nous chercher comment survivre, comment répondre à des questions qui n'ont encore jamais été posées ? Nous devons nous tourner d'abord du côté de Dieu tout puissant Qui a élevé l'homme au dessus des animaux et l'a doté d'intelligence et de raison. Nous devons avoir foi en Lui, et qu'Il ne va pas nous abandonner ou nous permettre de détruire l'humanité qu'Il a créée à Son image. Et nous devons regarder en nous-mêmes, dans les profondeurs de nos âmes. Nous devons devenir ce que nous n'avons jamais été et ce à quoi notre éducation, notre expérience et notre environnement nous a très mal préparé. Nous devons être plus grands que ce que nous avons été : plus courageux, avec une plus grande ouverture d'esprit et une vision plus large. Nous devons devenir les membres d'une nouvelle race, dépasser nos préjugés insignifiants, faire notre ultime allégeance non pas aux nations, mais à nos semblables au sein de la communauté humaine. »

ቀዳማዊ ኃይለ ሥላሴ : Qädamawi Haylä Sellassié
Roi des Rois d'Éthiopie, Lion conquérant de la Tribu de Juda, Élu de Dieu.

ጋህ ጅግጅጅ ፡ ጃዎንሲ.

<http://www.consciencerasta.fr.st>